

CENTRE PENITENTIAIRE DU MUY (83)

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

PRESTATION DE SUIVI ECOLOGIQUE POUR L'AMENAGEMENT ET LA CONSTRUCTION DE L'ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE

Règlement de la consultation (RC)
--

Date et heure limite de remise des offres :

5 mai 2025 à 12h00

Contenu

1.	Objet de la consultation	3
1.1	Objet de l'opération	3
1.2	Objet du présent marché.....	3
2.	Conditions de la consultation	4
2.1	Mode de consultation.....	4
2.2	Forme que devra revêtir le groupement attributaire du marché.....	4
2.3	Nature du marché	4
2.4	Décomposition en tranches.....	4
2.5	Allotissement	5
2.6	Durée du marché.....	5
2.7	Visite de site	5
2.8	Lieu d'exécution des prestations	5
2.6	Délai de validité des offres.....	6
2.7	Modifications de détail au dossier de consultation	6
3.	Pièces constitutives du dossier de consultation.....	6
4.	Clause sur la confidentialité des documents	6
5.	Présentation des candidatures et des offres.....	7
5.1	Dossier de candidature – conditions de participation	7
5.2	Dossier de présentation de l'offre	8
6.	Vérification des conditions de participation et examen des offres.....	9
6.1	Sélection des candidatures	9
6.2	Jugement des offres.....	10
7.	Conditions d'envoi ou de remise des Candidatures et des offres.....	10
7.1	Modalités de transmission des offres	10
7.2	Signature électronique.....	11
7.3	Copie de sauvegarde	11
8.	Renseignements complémentaires	13
9.	Documents à remettre par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché	13
10.	Voies de recours	14

1. OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de l'opération

L'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ), maître d'ouvrage, a pour mission, pour le compte du ministère de la justice et de ses établissements publics, de réaliser toute étude et analyse préalable relative aux investissements immobiliers du patrimoine du ministère de la justice.

Il a été confié à l'APIJ, la construction d'un nouvel établissement pénitentiaire de 650 places sur la commune du Muy (83). Le site choisi pour aménager ce nouvel établissement est implanté à l'ouest de la commune, à proximité d'un hameau dénommé « Le Collet Redon » et dont les parcelles font par ailleurs l'objet d'un projet d'aménagement d'une nouvelle zone d'activité (dite « Arcs Sud ») porté par les collectivités locales.

La réalisation de ce projet se fera au moyen d'un marché public global sectoriel à tranches pour la conception, la réalisation et l'aménagement de l'établissement pénitentiaire, dont le montant estimé est de 136,5 M€ HT (date de valeur janvier 2025). Il sera attribué à un groupement à l'issue d'une procédure concurrentielle avec négociation.

Le calendrier prévisionnel de l'opération prévoit une notification du groupement et le lancement des études de conception en fin d'année 2025.

La maîtrise d'œuvre est assurée par un membre du groupement titulaire du marché de conception et réalisation.

Le marché comprend pour information les délais prévisionnels et missions suivants :

- La phase de conception dure au minimum 12 mois ;
- La phase de réalisation dure au minimum 24 mois hors OPR (2 mois), et selon le déroulement des missions décrites ci-après :
 - M0 - PRE – Etudes préliminaires : Mise au point du processus BIM
 - M1 - APS – Mise au point de l'Avant-Projet Sommaire remis lors de la consultation
 - M2 - ADM – Demandes d'autorisations administratives
 - M3 - APD – Avant-Projet Définitif
 - M4 - PRO – Études de Projet
 - M5 - EXE – Études d'exécution et cellule de synthèse
 - M6 - VISA-DET – Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution du contrat de travaux
 - M7 - TRVX – Réalisation des travaux
 - M8 - AOR – Assistance aux opérations de réception
 - M9 - MOB - Mobilier
 - M10 - SIGN – Signalétique
 - M11 – QEB – Mission Qualité Environnementale des Bâtiments
 - M12 – GPA – Suivi de la GPA
 - M13 – ENV – Mesures environnementales
 - M14 – DEP-DEM – Dépollution et démolition

1.2 Objet du présent marché

Le présent marché porte sur la réalisation de plusieurs missions concernant sur le volet écologique de l'opération du centre pénitentiaire du Muy (83) :

L'agence publique pour l'immobilier de la Justice, maître d'ouvrage

- Constitution de dossier de demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées ;
- Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le suivi écologique des différentes prestations de travaux à réaliser sur la parcelle ;
- État initial des sites de compensation et plan d'exécution et de gestion ;

Les missions différentes missions du présent marché sont décrites dans le CCTP.

2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Mode de consultation

La présente consultation est passée selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Variante libre : la présentation de variante libre est interdite

Variante imposée : sans objet.

2.2 Forme que devra revêtir le groupement attributaire du marché

Le marché peut être attribué à un candidat unique ou à un groupement.

En cas de groupement, le groupement attributaire pourra être solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire. En cas de groupement conjoint, **le mandataire sera solidaire** de chacun des membres du groupement pour leurs obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché à l'issue de la procédure. La forme du groupement retenue par le pouvoir adjudicateur pour s'assurer de la bonne exécution du marché tient compte de la prévention de la défaillance d'un membre du groupement.

Il est interdit au candidat de présenter plusieurs offres pour le marché en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et/ou de membre d'un ou plusieurs groupements.

2.3 Nature du marché

Marché de services (prestations intellectuelles). Le marché est passé à prix global et forfaitaire.

2.4 Décomposition en tranches

Le présent marché est réparti en une tranche ferme et quatre tranches optionnelles :

- **Tranche ferme (TF) :**
 - Mission MTF1 : Réalisation du dossier de demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées ;
 - Mission MTF2 : Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le suivi écologique des différentes prestations de travaux à réaliser sur la parcelle ;
 - Mission MTF3 : Prestations spécifiques à la charte chantiers faibles nuisances ;
- **Tranche optionnelle n°1 (TO1) :**
 - Mission MTO1 : Réalisation de l'état initial des sites de compensation préalablement identifiés par le maître d'ouvrage ;
- **Tranche optionnelle n°2 (TO2) :**
 - Mission MTO2 : Réalisation d'une proposition de plan d'exécution et de gestion du (ou des) site(s) de compensation ;

L'agence publique pour l'immobilier de la Justice, maître d'ouvrage

- **Tranche optionnelle n°3 (TO3) :**
 - Mission MTO3 : Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le suivi écologique des éventuels travaux de fouilles archéologiques ;
- **Tranche optionnelle n°4 (TO4) :**
 - Mission MTO4 : Réalisation d'un dossier supplémentaire de demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées ;

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de renoncer à l'affermissement des tranches optionnelles, en application de l'Article R.2113-6 du code de la commande publique.

Il se réserve également le droit de ne pas affermir la totalité des tranches optionnelles.

L'affermissement des tranches optionnelles fera l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur qui sera notifiée au titulaire sous la forme d'un ordre de service.

2.5 Allotissement

L'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

2.6 Durée du marché

Conformément à l'article 5 de l'acte d'engagement, le présent marché est conclu pour une durée de 60 mois à compter de sa notification. La mission s'achèvera en tout état de cause à la validation de la mission M12 – GPA – Suivi de la GPA, du marché de conception et réalisation.

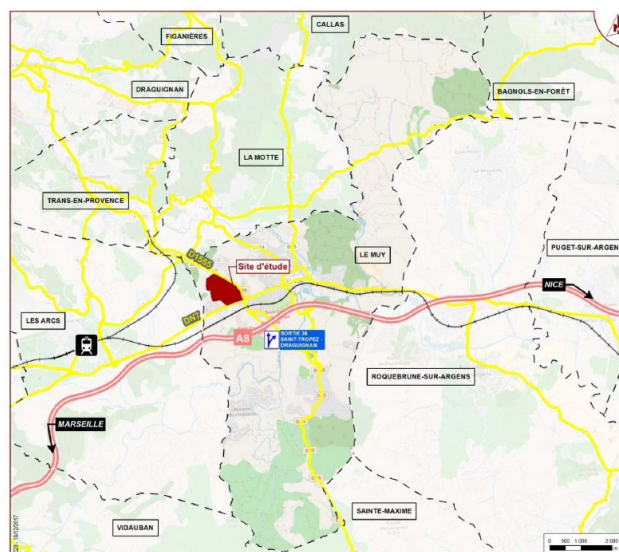
Des délais de prestations spécifiques sont précisés à l'annexe 1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

2.7 Visite de site

Sans objet.

2.8 Lieu d'exécution des prestations

Le site choisi pour aménager ce nouvel établissement est implanté à l'ouest de la commune, à proximité d'un hameau dénommé « Le Collet Redon » et dont les parcelles font par ailleurs l'objet d'un projet d'aménagement d'une nouvelle zone d'activité (dite « Arcs Sud ») porté par les collectivités locales.



Plan de situation du projet de centre pénitentiaire du Muy (source EGIS)

2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement.

2.7 Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3. PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les pièces constitutives du dossier de consultation sont les suivantes :

- Le présent Règlement de Consultation (RC)
 - Son annexe n° 1 : Cadre de réponse des candidatures
- L'Acte d'Engagement (AE)
 - Son annexe n°1 : Acte spécial de sous-traitance
 - Son annexe n°2 : Répartition rémunération du marché par cotraitant et par mission
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe n°1
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
 - Son annexe n°1 : Volet Naturel d'Etude d'Impact (VNEI)
 - Son annexe n°2 : Charte Chantiers Faibles Nuisances (CCFN)
- Le cadre de Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF), présentant les temps passés par tranche et par phase

Le dossier de consultation des entreprises est mis gratuitement à disposition de chaque candidat en téléchargement depuis la plate-forme de dématérialisation de l'APIJ : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le téléchargement du dossier pourra se faire librement sans inscription préalable sur la plate-forme.

Une assistance en ligne y est accessible.

Toutefois, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en l'absence d'inscription auprès de la plate-forme, ils ne seront pas automatiquement informés des éventuelles modifications et compléments apportés au dossier.

4. CLAUSE SUR LA CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS

Les candidats sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les fichiers, études, documents qui leur ont été communiqués pour leur permettre d'établir leurs propositions dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf indication contraire du représentant du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis sont réputés présenter un caractère secret.

L'agence publique pour l'immobilier de la Justice, maître d'ouvrage

Ils s'engagent donc à respecter les obligations suivantes :

- S'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers sauf accord auprès du maître d'ouvrage ;
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui leur auront été remis, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- Prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques ;
- Signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- Retourner au représentant du pouvoir adjudicateur l'ensemble des documents dont la restitution aura été demandée.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du candidat pourra être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française. Elles seront composées de deux dossiers :

5.1 Dossier de candidature – conditions de participation

Ce dossier devra contenir tous les éléments mentionnés ci-dessous pour chaque candidat ou chaque membre du groupement solidaire, à savoir :

Situation juridique du candidat

1. Une lettre de candidature et la désignation du mandataire par ses cotraitants complétée (formulaire [DC1 version du 1^{er} avril 2019](#)) ainsi que les coordonnées de l'ensemble des contractants et sous-traitants dans le cadre de réponse (fichier .xls).
2. Si le(s) candidat(s) est en redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du Code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Capacités financières

3. Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles ([DC2 à compléter](#)).

Capacités professionnelles et techniques

4. Trois (3) références, de moins de 3 ans, comparables à l'objet du marché (préciser pour chaque référence) à remplir dans le cadre de réponse en annexe n°1 du présent RC :
 - le nom du donneur d'ordre (maître d'ouvrage ou pouvoir adjudicateur)
 - ses coordonnées,
 - le nom du maître d'œuvre (architecte ou bureau d'études),

L'agence publique pour l'immobilier de la Justice, maître d'ouvrage

- l'objet de l'opération
- son adresse
- la surface du site
- le montant hors taxes des travaux
- la nature de l'intervention (missions)
- le montant hors taxes du marché du candidat,

Si le candidat ou chaque membre du groupement transmet plus de 3 références, seules les 3 premières seront examinées dans l'ordre de présentation.

5. Effectifs moyens annuels des 3 dernières années, à remplir dans le cadre de réponse en annexe n°1 du présent RC
6. Les titres d'études et professionnels des cadres et responsables de prestation de même nature que celle du présent marché

Si les candidats sont dans l'impossibilité de produire les documents au titre de la candidature (entreprise de création récente essentiellement), ils peuvent justifier de leurs capacités financières et de leurs références professionnelles par tout autre moyen.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale.

Les candidats ne disposant pas de capacités financières, techniques et professionnelles suffisantes seront éliminés.

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

Le candidat indiquera **une adresse de courriel valide** pour toute la durée de la consultation. Cette adresse constituera le media unique pour l'ensemble des échanges le cas échéant. Un interlocuteur identifié prendra en charge la responsabilité de traitement de toute correspondance.

A noter : **Le cadre de réponse de candidature en annexe n°1 du présent RC doit également être rempli, et remis sous format natif (.xls ou similaire).**

5.2 Dossier de présentation de l'offre

Ce dossier comprendra les pièces suivantes :

A - Un projet de marché comprenant :

1. L'**acte d'engagement** et son annexe 2, complétés, accompagnés éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (modèle d'acte spécial de sous-traitance en annexe 1 à l'acte d'engagement).

L'agence publique pour l'immobilier de la Justice, maître d'ouvrage

2. La **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire** (DPGF) par mission et par cotraitants avec les temps passés, complétée, cadre à accepter sans modifications (*au format Excel et PDF*). Tous les frais y compris frais de déplacement sont à inclure dans le montant de l'offre.

B - Un mémoire technique de 10 pages maximum portant sur l'organisation opérationnelle mise en place et indiquant selon le plan suivant :

1. La liste nominative sous forme d'organigramme, des différents intervenants, y compris les spécialistes, qui seront affectés à l'exécution du marché ainsi que la présentation de leur curriculum vitae et de leurs expériences respectives. Cette liste doit reprendre exactement les personnes qui travailleront effectivement sur l'opération.
2. La méthodologie adoptée en vue d'assurer les prestations
 - L'indication précise des tâches qu'il est prévu de confier à chacun d'entre eux, y compris la répartition des compétences spécifiques
 - Une note présentant les moyens et la méthodologie que le candidat propose de mettre en œuvre pour mener à bien les missions qui lui sont confiées, ainsi que les modalités de collaboration avec les acteurs du projet (maître d'ouvrage, groupement titulaire du marché de conception réalisation, services instructeurs, etc...).
3. Un dossier synthétique, qui peut être anonyme, d'exemples des livrables : rapport d'analyse (APS, APD, PRO), support de réunion entreprise ou réunion publique, compte-rendu de réunion, tableau de suivi de la mise en œuvre des mesures, bilan de chantier... à remettre dans le cadre de l'exécution du marché.

Le mémoire technique développera obligatoirement les informations précédentes sur **10 pages maximum (hors annexes)**.

Des annexes peuvent être intégrées pour les moyens humains dédiés (CV, formation etc.) et/ou les moyens techniques et matériels dédiés (fiches techniques, schéma etc.).

Les documents seront remis en version PDF et en version native (.xls notamment).

Les cadres fournis par l'APIJ en version Excel et Word dans le cadre du dossier de la consultation doivent être uniquement complétés. Les candidats ne sont pas autorisés à les modifier.

La remise de ce mémoire est obligatoire. L'offre sera déclarée irrégulière en cas d'absence de remise du mémoire.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les informations contenues dans le mémoire constitueront le principal élément d'analyse de la valeur technique des offres dans les conditions fixées à l'article 6.2 du présent Règlement de la Consultation.

6. VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION ET EXAMEN DES OFFRES

6.1 Sélection des candidatures

Conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique, les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

Nota : Toutes les pièces demandées pour apprécier la candidature doivent être présentées par le ou les candidats. En cas de document manquant à ce stade, il pourra être demandé aux candidats concernés de compléter le contenu de leur dossier de candidature. L'APIJ se réserve par ailleurs la possibilité d'analyser les offres avant les candidatures et d'analyser en conséquence la candidature du seul candidat pressenti attributaire à l'issue de l'analyse des offres.

6.2 Jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères, et de leur pondération, énoncés ci-dessous :

1. La valeur technique de l'offre, pour 70 %, appréciée au travers de :

- La pertinence des moyens humains, notamment au regard des compétences spécifiques demandées (25 %),
- La méthodologie et l'organisation proposée pour réaliser l'ensemble des missions, telles qu'elles résultent du contenu du mémoire technique (20%),
- La cohérence des temps prévisionnels d'intervention (25%).

2. Le prix des prestations, pour 30%, apprécié au regard du montant global de l'offre.

Dans le cas où des erreurs arithmétiques ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) par mission, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre, le candidat sera invité à confirmer le montant de ce prix rectifié, ce dernier sera alors pris en compte pour le jugement des offres.

Si le candidat est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant.

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition, notamment financière.

7. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 Modalités de transmission des offres

Les dossiers de candidatures et offres devront **OBLIGATOIREMENT** être adressées par voie électronique sur le site PLACE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2738074&orgAcronyme=d3f>

Elles devront, dans tous les cas, parvenir avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement de consultation.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus et seront détruits.

Le candidat fournira le fichier cadre de réponse (Excel/xls) au format natif dûment renseigné.

Les candidats sont invités à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

L'agence publique pour l'immobilier de la Justice, maître d'ouvrage

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

7.2 Signature électronique

Conformément à l'article L2132-2 du Code de la commande publique, lorsque les documents du marché sont transmis par voie électronique, ils doivent être présentés selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les documents qui peuvent être signés au moyen d'un certificat électronique sont :

- L'acte d'engagement

A l'issue de la procédure, et dans l'hypothèse où le candidat n'a pas signé son offre via une signature électronique lors de la remise de son offre, il sera demandé à l'attributaire de signer électroniquement son offre. Dans l'hypothèse où l'attributaire ne dispose pas de signature électronique, il lui sera alors demandé une signature manuscrite.

Dans le cas où le candidat opte pour la signature électronique, chaque document doit être signé électroniquement (et non seulement le dossier .zip).

Le candidat doit respecter les conditions relatives :

- Au certificat de signature du destinataire
- A l'outil de signature utilisé.

Il est rappelé que ces documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise. Le certificat doit donc être établi au nom de la personne physique signataire des documents et habilitée à engager l'entreprise.

Les catégories de certificats de signature électronique conformes au RGS sont disponibles sur les listes de confiance à l'adresse suivante : <https://cyber.gouv.fr>

Si le candidat utilise un certificat non référencé sur une liste de confiance, il doit fournir tous les éléments nécessaires à sa vérification.

Les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés. Les formats de signatures acceptés sont XAdES, PAdES et CAdES.

Il est rappelé aux candidats que la signature électronique du fichier .zip ne vaut pas signature des documents qu'il contient (chaque document doit être signé individuellement) et que la signature manuscrite scannée ne peut remplacer la signature électronique.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que sa candidature et/ou son offre ne soient pas trop volumineuses.

7.3 Copie de sauvegarde

Suivant les dispositions de l'article de l'article R 2132-11 du Code de la Commande Publique, les opérateurs économiques qui transmettent leur candidature et leur offre par voie électronique, peuvent adresser au pouvoir adjudicateur, sur support papier ou sur support physique électronique ou par voie électronique, une copie de sauvegarde de ces documents dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

L'agence publique pour l'immobilier de la Justice, maître d'ouvrage

En cas de transmission par voie électronique :

La remise s'effectue selon les modalités suivantes :

- La Lettre recommandée électronique :
 - Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : liste-produits-et-services-qualifies.pdf (<https://cyber.gouv.fr>) ;
 - Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : eIDAS Dashboard (europa.eu) ;
- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique

En cas de transmission par voie papier ou sur support physique électronique :

En cas de transmission sur support physique électronique, l'acte d'engagement et les annexes financières devront être signés au moyen d'un certificat électronique conforme au RGS (voir ci-dessus).

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

« COPIE DE SAUVEGARDE – CP DU MUY (83) – PRESTATION DE SUIVI ECOLOGIQUE POUR L'AMENAGEMENT ET LA CONSTRUCTION DE L'ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE »

et doit :

- Soit être déposée - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h, 14h à 17h) contre récépissé à la direction juridique et des marchés à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – 67 Avenue de Fontainebleau – 94 270 Le Kremlin-Bicêtre ;
- Soit être adressée sous pli recommandé avec accusé de réception à l'Agence publique pour l'Immobilier de la Justice – Direction juridique et des marchés – 67 Avenue de Fontainebleau – 94 270 Le Kremlin Bicêtre ;

Les offres devront, dans tous les cas, parvenir à l'APIJ avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement. Les offres qui seraient remises, après la date et l'heure limites fixées ne seront pas retenues.

La copie de sauvegarde est ouverte :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de la malveillance du programme est conservée par le pouvoir adjudicateur ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres ;

Assurance et frais de transport :

Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux – mêmes.

8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Il est à noter que toute demande de renseignement complémentaire sera adressée au plus tard 8 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres sur le site PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2738074&orgAcronyme=d3f>

Si le pouvoir adjudicateur le juge pertinent, une réponse pourra être formulée, et elle sera dans ce cas adressée à tous les concurrents.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

9. DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE

En application des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, la production de documents suivants sera exigée du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur.
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois.
- la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :
 - 1° Sa date d'embauche
 - 2° Sa nationalité
 - 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le marché ne pourra être notifié que lorsque l'attributaire aura produit au représentant du pouvoir adjudicateur les documents administratifs mentionnés ci-avant. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courriel l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires.

A défaut de réponse dans le délai imparti, ou en cas de fourniture de documents non valables, l'offre du candidat provisoirement retenu est écartée au profit du candidat arrivant à sa suite selon le classement établi dans le rapport d'analyse des offres. Ce dernier se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

10. VOIES DE RECOURS

La présente procédure est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Melun (77) :

- Recours prévu à l'article L.551-1 du code de justice administrative avant la signature du marché
- Recours prévu à l'article L. 551-13 du code de justice administrative, au plus tard 31 jours après la publication de l'avis d'attribution du marché
- Recours de pleine juridiction dans un délai de deux mois à compter de la date de publication d'un avis d'attribution ou de la date de notification au candidat du rejet de son offre